



DIRECTION      PREFECTURE DES COTES D'ARMOR  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

**A R R E T E**  
portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

**Le Préfet des Côtes d'Armor**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié par l'arrêté ministériel du 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 porcs de plus de 30 kg ;
- VU les récépissés de déclaration des 4 avril 1973 et 9 octobre 1974 délivrés à M. Georges GANNE pour l'exploitation à PLUMIEUX au lieu-dit "Tresnel" d'un élevage de 10 000 volailles ;
- VU les arrêtés préfectoraux des 14 février 1975, 28 juillet 1978 et 30 septembre 1988 autorisant M. Georges GANNE à exploiter à PLUMIEUX au lieu-dit "Tresnel", un élevage de 1 057 porcs de plus de 30 kgs avec un post-sevrage de 360 places, et qui compte à ce jour 400 porcs de plus de 30 kgs avec un post-sevrage de 360 places ;
- VU la demande présentée par l'E.A.R.L DE FONTAIGNAN, ainsi que les dossiers modificatifs déposés les 30 mai 1994 et 29 novembre 1994, en vue de la reprise, la restructuration et l'extension de cet élevage, qui comprendra après travaux 2 240 porcs de plus de 30 kgs, avec un post-sevrage de 1 680 places, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de PLUMIEUX (27 octobre 1993), LA FERRIERE (23 septembre 1993), SAINT-ETIENNE-DU-GUE-DE-L'ISLE (24 septembre 1993) et BREHAN-LOUDEAC (56) (6 septembre 1993) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, ainsi que celui du Sous-Préfet de LANNION, émis respectivement les 19 octobre 1993 et 22 juin 1994, 18 octobre 1993 et 6 juillet 1994, 23 septembre 1993 et 26 novembre 1993 ;
- VU les rapports de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date des 25 janvier 1994, 22 août 1994 et 7 avril 1995 ;
- VU les avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène des 22 avril 1994, 30 septembre 1994 et 28 avril 1995 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté Egalité Fraternité

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

L'E.A.R.L de FONTAIGNAN demeurant à PLUMIEUX au lieu-dit "Tresnel" est autorisé à installer et exploiter à cette adresse (section YM n° 18) conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 2 240 porcs de plus de 30 kg comprenant :

- |                               |       |  |
|-------------------------------|-------|--|
| - <u>élevage existant</u> ... | 400   | places engraissement,<br>avec un post-sevrage de 360 places,   |
| - <u>élevage à créer</u> .... | 1 840 | places engraissement,<br>avec un post-sevrage de 1 320 places, |

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -

L'éleveur devra établir un bilan azote annuel sur l'ensemble du plan d'épandage. Ce bilan synthétisera les informations sur un registre visé par les tiers prêteurs, et comportera :

- les dates d'épandage,
- les parcelles réceptrices,
- les quantités réelles épandues par parcelle (azote organique + azote minéral),
- la nature des cultures par parcelle,
- le rendement des cultures.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLUMIEUX pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'E.A.R.L de FONTAIGNAN.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'E.A.R.L de FONTAIGNAN dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

les récépissés de déclaration susvisés des 4 avril 1973 et 9 octobre 1974, ainsi que les arrêtés préfectoraux des 14 février 1975, 28 juillet 1978 et 30 septembre 1988 sont abrogés.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Maire de PLUMIEUX,

L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'E.A.R.L de FONTAIGNAN pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de PLUMIEUX, LA CHEZE, LA FERRIERE, SAINT-ETIENNE-DU-GUE-DE-L'ISLE, LE CAMBOUT et BREHAND-LOUDEAC (56) pour information.

SAINT-BRIEUC, le 30 MAI 1995

LE PREFET,

Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,

Signé : Jean-François PAGES

Pour copie conforme  
L'Attaché Chef de bureau

  
M.S MOREAU.